

Bilan

Le contexte international

L'impact désormais unanimement reconnu à l'échelle mondiale de l'activité humaine sur l'environnement, et en particulier sur la biodiversité et sur le changement climatique, la crise économique, sociale, et financière au plan international, la perspective de l'épuisement d'un grand nombre de ressources (énergies fossiles, minerais, etc.) ont provoqué une prise de conscience rapide de la nécessité d'une modification radicale de notre modèle de société, et de la pertinence du concept de développement durable.

L'Université, dans ses missions de réflexion prospective, de vision, d'anticipation, de formulation de propositions novatrices, et d'exemplarité dans leur mise en œuvre, doit impérativement fournir les bases scientifiques des débats sur les grands enjeux de société, et être un acteur majeur des indispensables changements.

Le contexte de l'Université en France

Ce contexte est tout à fait exceptionnel. Un premier appel à projets, « l'Opération Campus », a été lancé début 2008 par le Ministère français de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, dans l'objectif de financer la restructuration du patrimoine immobilier de 10 sites universitaires. Une dotation globale de 5 milliards d'euros, pour la seule part « État », a été répartie entre les dix sites retenus. D'autres partenaires, et en particulier des collectivités territoriales, se sont engagés à co-financer les projets, à une hauteur souvent équivalente.

Onze autres sites universitaires ont été financés au titre du plan de relance, ou en tant que campus prometteurs ou innovants à hauteur globale de 430 M€.

Un second appel à projets devrait être lancé très prochainement dans le cadre de l'emprunt national, pour doter en capital, sur la base d'une enveloppe de 7,7 milliards d'euros, 5 à 10 campus d'excellence, pour faire de l'enseignement supérieur un des moteurs de la croissance. Et l'État a prévu d'investir globalement 35 milliards d'euros dans l'avenir du Pays, à travers l'enseignement supérieur, la recherche, certaines filières industrielles, le développement durable et le numérique.

La situation de l'Université de Bordeaux

L'Université de Bordeaux participera bien entendu à ce second appel à projets. Mais d'ores et déjà, son succès dans le cadre de l'Opération Campus lui apporte l'opportunité de hisser l'ensemble des sites de son campus, tant sur le plan de l'aménagement que de l'immobilier, au niveau de l'ambition à la fois scientifique, pédagogique, et de vie de campus de son projet intitulé « Vers un nouveau modèle d'Université ». Mais, en contrepartie, elle se doit, en fonction de l'ampleur de l'investissement prévu, et donc des financements, en majeure partie publics, qui seront mobilisés (plus de 400 M€ s'inscrivant dans un projet immobilier et d'aménagement global d'environ 1 milliard d'euros sur 10 ans), de viser l'exemplarité, tout d'abord bien entendu en matière d'impact du projet sur l'environnement, mais aussi d'une façon plus globale en matière de développement durable.

Dans ce sens, l'engagement du Président Alain Boudou, à l'occasion de la cérémonie de rentrée solennelle, le 29 septembre 2009, a été particulièrement clair : « *Parce que le projet de nouveau modèle d'Université doit, sur le long terme, servir les acteurs qu'il fédère et répondre aux enjeux des territoires qu'il anime, l'Université de Bordeaux entend le construire selon une logique globale de développement durable. Elle s'appuie notamment sur l'exemplarité en la matière de son université sœur, l'Université Laval (Québec), qui vient de recevoir la certification canadienne « Campus durable » attestant de son engagement concret en termes de responsabilité institutionnelle et citoyenne.* »

Mais dès le début de l'année 2009, l'Université de Bordeaux et l'Université Bordeaux 1 avaient adhéré à la proposition d'Écocampus de réaliser, en partenariat avec EDF, une mission « Initiatives campus verts », de façon à constituer une base de connaissances dans ce domaine au niveau international, et à pouvoir les valoriser pour construire la politique de développement durable de l'Université de Bordeaux.

Les principaux enseignements de la mission, selon les 4 grands thèmes du rapport :

Stratégie et management

D'une façon globale, on peut dire que désormais, plus ou moins précocement, mais dans pratiquement tous les pays du monde, les universités ont pris la mesure de leurs responsabilités en matière de DD, tant dans leurs missions fondamentales de formation, de recherche, et d'innovation, qu'en termes d'impact au quotidien de leur fonctionnement sur l'environnement.

Les exemples remarquables de politiques de DD qu'il nous a été donné d'étudier montrent que leur élaboration, et leur mise en œuvre n'ont été possibles que sur la base d'un engagement très affirmé des équipes dirigeantes, à l'instar de ce qui a toujours été mis en avant en matière de démarches « qualité ». Cet engagement est toujours formalisé dans un acte officiel (déclaration, délibération, charte, etc.).

Le DD est parfois même devenu le socle, l'élément structurant de la politique globale de certaines universités. Mais une politique de DD ne peut trouver toute sa dimension que si, en écho, voire même en anticipation, la communauté universitaire dans son ensemble, et en particulier sa composante « étudiants », dont l'impulsion est apparue déterminante dans plusieurs cas de figure, n'est pas fondamentalement convaincue du bien-fondé d'une telle politique. En d'autres termes, l'équilibre entre les dynamiques, de haut en bas, et de bas en haut, est certainement un élément majeur d'efficacité d'une démarche de DD.

L'engagement d'une université en matière de DD se traduit ensuite dans sa gouvernance, et en premier lieu, dans la plupart des cas, par la désignation d'un responsable, au plus haut niveau (vice-recteur en général), en charge soit de cette unique compétence DD, soit d'une délégation plus vaste, mais toujours stratégique. L'approche se fait ensuite soit de façon transversale, soit à travers des réseaux, soit par projets.

Mais, de manière consubstantielle, s'agissant de DD, la concertation, tout au long des processus, de la réflexion amont sur les politiques, sur les objectifs, et la stratégie, puis sur les plans d'action, jusqu'à leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation, constitue un élément clé de succès. Il est en effet bien évident que la compréhension des enjeux par tous les membres de l'Université ne peut que favoriser au quotidien des comportements responsables.

A l'inverse, les notions de communication et de DD sont perçues a priori comme antinomiques. Il apparaît bien pourtant pour tous les acteurs qu'un plan de communication adapté à la culture des personnes visées, cohérent dans sa forme avec les messages à transmettre, et prenant en compte son « empreinte environnementale », est un élément indispensable de la démarche, en particulier dans le déclenchement ou l'accompagnement de processus participatifs, à l'issue de phases d'information, de sensibilisation, et d'appropriation.

Quant aux questions budgétaires, au-delà du fait qu'elles traduisent soit l'engagement financier des équipes de direction en matière de DD, soit l'implication des différents acteurs, elles doivent être abordées globalement, et intégrer les coûts d'investissement initial, et ceux du fonctionnement sur longue période. Le « retour sur investissement », tant au niveau global pour l'université concernée, qu'au niveau de l'intéressement d'une équipe s'étant mobilisée dans le cadre d'une démarche « durable », composante « Économie » du triptyque du DD, dans sa double acception, ne peut que constituer un facteur très favorable de motivation et de succès dans un processus d'amélioration continue.

Enseignement et recherche

D'ores et déjà certaines universités sont très avancées dans leur réflexion pour « relire » leurs missions fondamentales, pédagogiques et scientifiques, dans une vision de développement durable.

En matière de **formation**, une grande partie des universités visitées ont d'ores et déjà imposé, dans tous les cycles, dès le niveau licence, des cours de DD de façon transverse, quel que soit le cursus, à hauteur d'environ 20% des « crédits ». Au delà, de plus en plus de formations spécialisées voient le jour, en particulier au niveau master, en réponse à la demande économique et sociale, les diplômés trouvant facilement des débouchés à l'issue de leur formation.

De la même façon, en **recherche**, soit le DD a été intégré (ou la réflexion est engagée pour le faire) de façon transversale, dans les projets et programmes, quelle que soit la discipline, qu'il s'agisse de Sciences et Technologies, ou de Sciences Humaines et Sociales, soit il est devenu le thème fédérateur de recherche de plateformes, instituts ou réseaux, très généralement pluridisciplinaires.

Ce faisant, les universités renforcent leur action sur les 3 piliers* du DD :

1- L'Économie :

L'Enseignement Supérieur et la Recherche constituent des domaines d'investissement immatériel majeurs, dans un objectif d'amélioration de la compétitivité d'un Pays, alors que ce type d'investissement est devenu, en particulier dans les économies « développées », le facteur clé de succès. A cet égard, le choix opéré en France d'investir massivement dans cette direction dans le cadre de l'emprunt national est très symbolique.

Les exemples qui nous ont été présentés montrent bien, par de nombreuses coopérations avec des entreprises, que les enjeux de la valorisation des résultats de recherche et du transfert de technologie ont bien été intégrés, s'agissant de développement durable. Et il s'agit, de plus en plus, d'un enjeu à l'international, le fonctionnement en réseau semblant particulièrement développé sur le thème du DD.

2- Le social :

Les enjeux sociaux et humains de la recherche sont également majeurs dans de nombreux domaines (santé, sciences sociales et humaines, etc.) face en particulier aux défis de la complexité croissante de nos sociétés, et du vieillissement de la population de nombreux pays. L'Université a aussi un objectif d'insertion professionnelle, et plus largement d'insertion dans la société.

3- L'Environnement :

Il serait vain de présenter la recherche et la technologie comme devant apporter toutes les solutions de nature à répondre aux défis auxquels l'homme devra répondre dans des délais très courts (énergie, climat, pollution, etc.).

Il n'en est pas moins évident que les chercheurs seront de plus en plus sollicités pour la mesure des phénomènes, pour la prévision des évolutions, et pour une contribution à l'élaboration de solutions.

Inversement, ils seront de plus en plus soumis à l'évaluation de l'impact des résultats de leurs recherches sur l'homme et sur l'environnement, (médecine, nanotechnologies, biotechnologies, numérique, etc.) et confrontés à des préoccupations **éthiques**.

Mais en tout état de cause, il importe de considérer ces enjeux environnementaux, au-delà des contraintes fortes qu'ils imposent, comme une formidable opportunité de développement.

Politique sociale et ancrage territorial

La politique sociale des universités s'exerce tant vis à vis des étudiants que de tous leurs personnels.

Elle concerne :

- **l'accueil et l'information** : avant, à l'arrivée à l'Université et pendant tout le séjour,
- **les conditions de vie et de travail** : logement, restauration, transports, numérique, bibliothèques, espaces de travail,
- **les services** : crèche universitaire, services de proximité sur le Campus même,
- **la vie du Campus** : culture, vie intellectuelle, sociale et spirituelle, sport, santé / alimentation, associations étudiantes ou autres, maison des étudiants,
- **le traitement des inégalités** : en particulier en matière de handicap.

Elle s'exerce aussi très souvent en matière de coopération internationale.

De même le fort ancrage local de l'action de toutes les universités visitées en matière de DD trouve en contrepoint le développement de réseaux aux niveaux régional, national, et international (Think globally, act locally...).

Cet ancrage territorial apparaît particulièrement opportun en matière de DD, qu'il s'agisse de relations avec des entreprises, ou avec des collectivités territoriales, pour améliorer et développer la connaissance mutuelle et les échanges entre la société et l'ensemble du monde universitaire, et en particulier les étudiants.

Pour mémoire, il est intéressant de rappeler ici qu'un des 4 critères d'évaluation des projets présentés dans le cadre de l'Opération Campus était « *le caractère structurant et innovant du projet pour le territoire..., s'appuyant notamment sur les outils de coopération en place et les partenariats avec les milieux socio-économiques locaux* ».

* Cette décomposition ne reflète pas en fait une approche globale du DD, certaines actions étant cependant davantage orientées sur tel ou tel pilier, mais avec des inter-relations dans la plupart des cas.

Gestion écologique des campus

La « moisson » d'informations recueillies et présentées dans ce rapport est particulièrement impressionnante sur ce thème, dans toutes ses composantes (eau-énergie, déchets, construction durable, transports, achats, espaces verts).

Mais dans tous les domaines, des constantes peuvent être dégagées :

- la nécessité de disposer d'une part de données de base : consommations, productions, émissions, déperditions, nombre d'usagers, distances parcourues, etc., pour déterminer des objectifs, des stratégies, et des plans d'action, et d'autre part de dispositifs de mesure pour pouvoir suivre et évaluer les résultats des processus, et entrer dans des cercles de progrès,
- la prise en compte des contextes locaux : climat, prix de l'énergie, de l'eau, environnement culturel (individualisme versus esprit collectif par exemple), type de campus (urbain, semi urbain, ou rural),
- l'intérêt, et même dans de nombreux cas la condition même du succès, d'associer le plus largement et le plus en amont possible l'ensemble de la communauté universitaire à la réflexion, et à l'élaboration de solutions, de façon en particulier à dépasser les habitudes culturelles,
- la mobilisation de tout le potentiel de recherche, d'innovation, d'expérimentation de l'Université, et sa vocation d'exemplarité,
- la prise de conscience du poids de l'Université en tant que consommateur et acteur de la vie locale, et de son impact sur l'environnement.

Et il est frappant de constater que le succès des actions engagées dépend très souvent davantage de la mobilisation des hommes et des femmes, et de processus organisationnels couplés à des évolutions des comportements individuels, que d'investissements techniques lourds (qui restent bien entendu indispensables dans de nombreux cas de figure). En d'autres termes, l'investissement humain, et l'intelligence collective sont plus importants que l'investissement matériel.

Quelle traduction pour l'Université de Bordeaux ?

Forte de la richesse des matériaux recueillis, l'Université de Bordeaux se trouve désormais doublement au pied du mur en matière de développement durable :

- **Au plan opérationnel**, elle doit lancer très prochainement la première phase des travaux de réhabilitation de son patrimoine immobilier dans le cadre de l'Opération Campus. Sur ce plan, beaucoup d'intelligence a d'ores et déjà été injectée dans le processus d'élaboration du cahier des charges, tant en interne, en particulier avec le recrutement d'un responsable du développement durable et de la qualité, qu'en faisant appel à des partenaires extérieurs développant des compétences en lien avec l'Université, pour que soient fixés des objectifs globaux en matière de développement durable, sur les 3 volets environnement (en particulier énergie), équité sociale, et performance économique. Dans le cadre de l'élaboration en cours du projet d'Université Numérique d'Aquitaine, un accent particulier est mis sur le thème « TIC et développement durable ». L'impact des TICE sur les besoins en matière d'immobilier est en particulier examiné. Par ailleurs, si le recrutement début 2010 d'une chargée de mission « Vie de campus » vise à répondre au défi que s'est fixé l'Université de Bordeaux de « *développer un esprit de campus, levier majeur de son rayonnement durable sur la scène internationale* », il s'inscrit complètement dans le volet social du développement durable.

- **Au plan politique**, il lui appartient de traduire dans une charte l'engagement de sa direction en matière de développement durable, à l'échelle de l'ensemble de l'Université, tout en prenant en compte la diversité et la richesse, et les différences de culture de ses composantes. D'ores et déjà, le développement durable est intégré dans la réflexion en cours d'une part sur les projets, d'autre part sur la gouvernance de l'Université de Bordeaux, dans l'optique de sa candidature au titre des Campus d'excellence (aussi bien au niveau du pilotage politique qu'en termes d'organisation). Le processus de concertation décrit ci-dessus au chapitre « Stratégie et management » pourra utilement être adapté, dans une approche nécessairement pluri-disciplinaire. Il convient de souligner à cet endroit qu'une démarche qualité a été engagée entre l'Université de Bordeaux et ses membres fondateurs fin 2008, et que des synergies pourront être développées entre les deux démarches. Mais en tout état de cause, un fort engagement des instances dirigeantes, et la mobilisation de tous devront être conjugués pour atteindre l'objectif de l'élaboration et de la mise en œuvre du projet fédérateur de l'Université de Bordeaux en matière de développement durable.

Daniel Hickel, chargé de la stratégie et des grands projets - Université de Bordeaux

Lexique

ACPAU	Association Canadienne du Personnel Administratif Universitaire
AELIÉS	Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures
AGS	Alliance for Global Sustainability
CA	Conseil d'Administration
CADEUL	Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval
CER	Centre d'Expertise Régional
CGE	Conférence des Grandes Ecoles
CJS	Coalition Jeunesse Sierra
CPU	Conférence des présidents d'Université
CRAPAUD	Collectif de Recherche sur l'Aménagement Paysager et l'Agriculture Urbaine Durable
CREPUQ	Conférence des REcteurs et des Principaux des Universités du Québec
DD	Développement Durable
GES	Gaz à effet de Serre
ECIU	European Consortium of Innovative Universities
EESD	Engineering Education for Sustainable Development
EMAS	Environnement MAnagement System
EPSD	European Panel on Sustainable Development
EUA	European University Association
GRIP	Groupe de Recherche d'Intérêt Public
GMV	Göteborg Miljövetenskapliga Centrum (suédois)
GU	Göteborg University
GUNI	Global University Network for Innovation
IISD	International Institute on Sustainable Development
ISCN	International Sustainable Campus Network
ISO	International Standardization Organization
LEED	Leadership in Energy and Environmental Design
MEEDDAT	Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire
MESR	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
NECSC	Northeast Campus Sustainability Consortium
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEFC	Pan European Forest Certification
REFEDD	REseau Français des Etudiants pour le Développement Durable
RGUQ	Regroupement des Gestionnaires d'Approvisionnement des Universités Québécoises
SC	Sustainable Concordia
SRHF	Service des Ressources Humaines et Financières
SSP	Service des Stages et du Placement
STI	Service des Technologies
SVE	Service à la Vie Étudiante
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UAB	Université Autonome de Barcelone
ULSF	University leaders for a Sustainable Future
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UPC	Université Polytechnique de Catalogne
UQAM	Université du Québec à Montréal
VRADD	Vice-Rectorat à l'Administration et au Développement Durable
VRCU	Vice-Rectorat à la Communauté Universitaire

Ressources

International

Déclaration de Talloires

www.ulsf.org

International Sustainable Campus Network

<http://www.international-sustainable-campus-network.org/>

Canada (Québec)

Réseau CJS

<http://syc-cjs.org/sustainable/tiki-index.php?page=Accueil>

Université Concordia de Montréal

<http://sustainable.concordia.ca/>

Université du Québec à Montréal (UQAM)

www.environnement.uqam.ca/

www.uqam.ca/durable/

<http://www.telug.uqam.ca/>

Université de Laval (ville de Québec)

www.developpementdurable.ulaval.ca/

www.developpementdurable.ulaval.ca/comprendre/la_politique_institutionnelle/

Université de Sherbrooke

www.usherbrooke.ca/developpement_durable/

www.usherbrooke.ca/observatoire/

<http://www.usherbrooke.ca/immeubles/ssmte/environnement>

Suède

Université Chalmers à Göteborg - GMV

www.chalmers.se/gmv/EN/

<http://www.chalmersfastigheter.se/english/>

Université de Göteborg – IT university

www.mls.adm.gu.se/sustainability

<http://www.ituniv.se/english/>

Universeum

<http://www.universeum.se/>

Ekocentrum

<http://www.ekocentrum.se/>

Espagne

Université Autonome de Barcelone - Agenda 21

www.uab.es/agenda21

Université polytechnique de Catalogne

www.upc.edu/sostenible2015

www.upc.edu/centresostenibilitat

France

Site ressource sur les initiatives françaises
www.campusresponsables.com

Portail des démarches Agenda 21 en France
www.agenda21france.org

Réseau français des étudiants pour le développement durable
www.refedd.org/

Réseau français militant campus verts
www.greenpeace.org/france/solargeneration/

Réseau français militant
www.facverte.org/

Aquitaine

Conseil régional d'Aquitaine, Agenda 21 et plan climat
<http://aquitaine.fr/politiques-regionales/developpement-durable/>

Conseil général de la Gironde, Agenda 21
http://www.cg33.fr/cg33/jcms/c_10023/l-agenda-21-de-la-gironde

Communauté Urbaine de Bordeaux, Agenda 21 scolaire et plan climat
<http://pedagogie.durable.lacub.fr/>

Mairie de Bordeaux, Agenda 21 et plan climat
http://www.bordeaux.fr/ebx/portals/ebx.portal?_nfpb=true&_pageLabel=pgSomRub11&classofconten t=sommaire&id=16253

Mairie de Pessac, Agenda 21
<http://agenda21.mairie-pessac.fr/>

Mairie de Talence, Agenda 21
<http://www.talence.fr/cadre-de-vie/developpement-durable/un-agenda-21-pour-talence.html>

Institut EGID Bordeaux3, Agenda 21
www.egid.u-bordeaux3.fr/index.php?page=pilotage-agenda-21